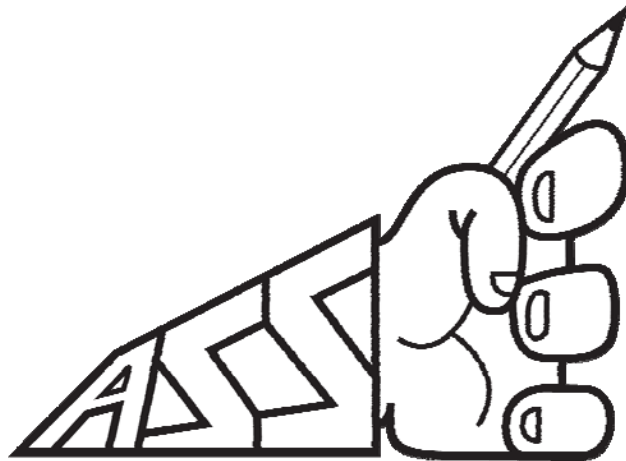


# **Camp de formation**

**de l'Association pour une Solidarité  
Syndicale Étudiante (ASSÉ)**



**Les 26 et 27 septembre 2008  
au Cégep du Vieux-Montréal**

## **Table des matières**

---

Horaire des ateliers.....	3
Théorie et pratique du syndicalisme étudiant.....	4-6
L'histoire de l'ASSÉ : 2001- 2005.....	7-14
Grève de 2005 : histoire et récupération.....	14-16
Conjoncture politique et économique, actuelle et à venir.....	17
Introduction au féminisme.....	18-23

## **Horaire des ateliers et de la fin de semaine**

### **Samedi, 26 septembre 2009**

9h à 12h	Organisation syndicale en milieu étudiant, se donner les moyens de ses ambitions, par Alex Desrochers et Rémi Daigle. (Café l'exode)
12h à 13h	Dîner (Cafétéria des étudiants et étudiantes A4.82)
13h à 14h30	Théorie et pratique du syndicalisme étudiant : définition, par Benoît Marsan. (Café l'exode)
14h 45 à 17h30	Histoire, buts de l'ASSÉ et débat, par Marianita Hamel et Héloïse Moysan-Lapointe. (Café l'exode)
17h30 à 18h30	Souper (Cafétéria des étudiants et étudiantes A4.82)
18h30 à 21h30	Panel sur le mouvement étudiant actuel où on invite tous les acteurs et toutes les actrices du mouvement étudiant. Animateur : Francis Hamel. (Local A4.82a)

### **Dimanche, 27 septembre 2009**

9 h à 11 h	Conjoncture politique et économique actuelle et à venir, par Olivier Charrette . (Café l'exode ou classes A3.14, A3.15)
11h15 à 13h	L'avortement : un droit toujours menacé ? par Monica Dunn . (Café l'exode)
13h à 14h	Dîner (Cafétéria des étudiants et étudiantes A4.82)
14 h à 16 h	Atelier sur l'aide financière aux études (AFE), par Gabriel Dumas. (Café l'exode)
16h15 à 17h45	Atelier sur la gouvernance et le sous-financement, par David Clément. (Café l'exode)

## Plan de l'atelier « Théorie et pratique du syndicalisme étudiant »

- 1.0 Présentation et introduction
- 2.0 Définition et origine du syndicalisme étudiant québécois
- 3.0 Syndicalisme étudiant et syndicalisme ouvrier
- 4.0 Différentes pratiques syndicales
- 5.0 Le syndicalisme étudiant à travers l'histoire
  - 5.1 L'UGEQ
  - 5.2 L'ANEEQ
  - 5.3 Le MDE
  - 5.4 L'ASSÉ
- 6.0 Autres formes d'organisations au sein du mouvement étudiant
  - 6.1 Les fédérations étudiantes et leurs ancêtres
  - 6.2 Les Comités d'action politique
- 7.0 Conclusion
- 8.0 Période de questions et débat (s'il reste du temps)

### Tableau sur les principales catégories d'association étudiantes locales

<b>PRATIQUES :</b>	<b>ASSO DE PARTY</b>	<b>ASSO DE SERVICES</b>	<b>ASSO SYNDICALE</b>
<b>Structure</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>-Structure où l'AG est inexistante, sauf pour adopter le budget et les prévisions budgétaires.</li><li>-L'exécutif est au centre de la prise de décisions.</li><li>-Aucune transparence et aucune redevabilité aux membres.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>-Structure lourde où l'AG est quasi inexistante sauf pour adopter le budget et dans des circonstances exceptionnelles.</li><li>-L'instance intermédiaire est au centre de la prise de décisions.</li><li>-Transparence limitée, conséquence de la structure lourde, et redevabilité quasi inexistante.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>-L'AG est au centre de la prise de décisions. Les autres niveaux d'instances servent à mettre en application au quotidien les mandats de l'AG.</li><li>-La transparence est au cœur du processus. Les instances sont toutes redevables devant l'AG.</li></ul>

	<b>ASSO DE PARTY</b>	<b>ASSO DE SERVICES</b>	<b>ASSO SYNDICALE</b>
<b>Revendications</b>	-Inexistantes sauf en ce qui concerne le socio-culturel.	-Limitées et souvent corporatistes.  -Se positionne généralement sur les enjeux immédiats du mouvement étudiant.	-Possède une plateforme revendicative élaborée et débattue.  -Se positionne sur les enjeux immédiats et historiques du mouvement étudiant.  -Possède des revendications débordant du cadre strictement étudiant.
<b>Mobilisation</b>	-Aucune, sauf pour la bière.	-Pour l'expansion des services gérés et fournis par l'asso.  -À l'occasion de grandes mobilisations nationales lancées par les organisations nationales.  -Participe à des actions peu impliquantes et surtout « têteuses ».  -Mobilise sur des bases purement corporatistes.	-Mobilise en fonction d'un plan d'action.  -Initie ses propres actions et mobilisations.  -Participe et organise des actions plus musclées.  -Mobilise sur des enjeux autres qu'étudiants.
<b>Face à l'administration</b>	-Reste tranquille tant qu'on ne touche pas au socio-culturel et à la bière.	-Plutôt conciliante et travaille dans un climat de franche camaraderie.	-Plutôt revendicative et confrontationnelle.

	<b>ASSO DE PARTY</b>	<b>ASSO DE SERVICES</b>	<b>ASSO SYNDICALE</b>
<b>(suite) Face à l'admini- stration</b>		<p>-Axe toute son approche sur le lobbying.</p> <p>-Ne voit pas d'intérêts divergents entre les membres et l'administration.</p>	<p>-Axe son approche sur la construction d'un rapport de force.</p> <p>-Agit en fonction de l'intérêt divergent des membres et de l'administration.</p>
<b>Cotisations</b>	<p>-Généralement peu élevée.</p> <p>-Sert à payer la bière et le système de son.</p> <p>-La proportion des cotisations pour la dimension politique de l'asso est nulle.</p> <p>-Généralement pas de permanence.</p>	<p>-Généralement très élevée.</p> <p>-Sert à financer les multiples services et payer le personnel nécessaire à leurs fonctionnements.</p> <p>- La proportion des cotisations pour la dimension politique de l'asso est faible.</p> <p>-Payer une permanence de « comptables » et de gestionnaires.</p>	<p>-Peu élevée à moyennement élevée.</p> <p>- La proportion des cotisations pour la dimension politique de l'asso est importante.</p> <p>-Payer une permanence politique et syndicale quand le budget le permet.</p>

# **L'histoire de l'ASSÉ: 2001 à 2005**

---

Par François Baillargeon

## **1ère partie (2001-2003)**

*Ce document n'est qu'une version préliminaire d'un projet d'histoire de l'ASSÉ. Il couvre les origines jusqu'au milieu de l'année 2003. Toutefois, le travail n'étant pas terminé ni en longueur ni en profondeur, de nombreuses lacunes pourront facilement être trouvées dans cette première partie. Plusieurs thèmes qui mériteraient de l'être n'y sont par exemple pas abordés, ou pas suffisamment. La version finale tentera de corriger ces défauts. Entre temps, malgré ses limites, je crois néanmoins que cette version offrira matière à réflexion. Les commentaires, critiques et suggestions seront les bienvenus. (24 janvier 2006).*

### **Introduction**

La grève étudiante du printemps 2005 en a pris plusieurs par surprise, dont le gouvernement libéral du Québec. Même au sein du mouvement étudiant, personne ne pouvait soupçonner son ampleur et sa durée. Pourtant, elle n'a pas été le fruit d'une simple réaction spontanée et improvisée. L'épique levée de boucliers étudiante face à la contre-réforme de l'aide financière aux études constitue largement l'aboutissement du processus de maturation d'une organisation, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante. Les conditions d'émergence de cette grève, elles ont été construites dans les quatre années précédentes par un travail acharné et continu pour entretenir et promouvoir des pratiques syndicales combattives dans le mouvement étudiant québécois. C'est précisément le mandat qu'avaient donné à l'ASSÉ ses fondateurs et fondatrices en 2001.

Si l'on regarde en arrière pour tenter de reconstruire cette courte histoire, on peut déjà distinguer deux phases de développement. La première couvre les années scolaires 2001-2002 et 2002-2003. Ces premières années sont caractérisées par l'élaboration d'un discours global qui situe les politiques d'éducation dans le contexte déterminant de la mondialisation capitaliste. Les campagnes de mobilisation sont alors d'abord et avant tout de larges efforts de conscientisation de masse sur la base de thèmes comme la mondialisation, le néolibéralisme et leurs manifestations dans le monde de l'éducation. La seconde phase débute en 2003 pour se poursuivre jusqu'à aujourd'hui. On pourrait la qualifier de «virage syndical» en ce sens qu'elle voit revenir à l'avant scène les luttes historiques du mouvement étudiant sur le front de l'accessibilité financière aux études et que la conscientisation et la mobilisation sont orientée en dernière analyse vers la poursuite d'objectifs ciblés et à court terme.

### **Les conditions d'émergence de l'ASSÉ**

L'ancêtre immédiat de l'ASSÉ est le Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE). Cette organisation nationale a connu ses heures de gloire à ses tout débuts en servant d'étincelle au déclenchement de la grève générale de 1996. Le principal actif de celle-ci aura été de préserver le gel des frais de scolarité universitaires. Dans les années qui suivent, le MDE poursuit ses activités mais peine à sortir de la marginalité. Il donnera un ultime et honorable sursaut de combativité à l'occasion du Sommet du Québec et de la jeunesse (SQJ) à l'hiver 2000, mais s'éteint néanmoins dans l'année.

Comme après la disparition de l'ANEEQ au début des années 90, la continuité de la tradition syndicale du mouvement étudiant est rompue. Pourtant, une organisation nationale demeure nécessaire à la défense du droit à l'éducation. Or, en 2000 comme auparavant, les foyers de concertation et de lobby corporatiste que sont la FECQ et la FEUQ ne peuvent prétendre assumer cette tâche. D'anciens et anciennes membres du MDE se donnent donc dès lors le mandat de combler le vide dans les meilleurs délais possibles.

Par ailleurs, la conjoncture favorisera le succès de cette initiative. C'est en effet à l'automne 2000 que des associations du collégial s'entendent pour amorcer une campagne contre la taxe à l'échec, mesure héritée de la grève de 1996 et qui figure au passif de la FECQ qui en avait négocié l'issue. Plusieurs forums se tiendront à partir de l'automne pour orchestrer un mouvement national de boycott. La vaste majorité du mouvement, qui se mettra branle en janvier 2001, est composée d'associations indépendantes. On anticipe rapidement les problèmes à l'horizon : comment des associations indépendantes réussiront-elles à contrer une nouvelle collusion de la FECQ et du gouvernement dans ce dossier ? comment pourront-elles parler de leur propre voix, cueillir les fruits d'un rapport de force construit par leurs efforts de mobilisation et éviter une négociation bâclée par une récupération de la FECQ ? À côté de ces inquiétudes – qui s'avéreront fondées – on fait également l'expérience des difficultés organisationnelles qu'implique la prise en charge d'une campagne nationale par des associations locales indépendantes. Le projet d'une Alternative pour une Solidarité Syndicale Étudiante (nom d'origine de l'ASSÉ) arrive à point.

La date du congrès de fondation est fixée aux 24 et 25 février 2001. 23 associations étudiantes y sont représentées, six y ont droit de vote sur la base du mandat d'une éventuelle consultation sur l'affiliation à l'ASSÉ ; il s'agit des associations des collèges de Maisonneuve, St-Laurent, Drummondville, Ste-Foy, Vieux-Montréal et du programme de sociologie de l'UQAM. Les statuts et règlements sont adoptés tard le samedi soir et l'Alternative devient Association.

## **Une première phase : 2001-2002 et 2002-2003 / Analyse globale et travail de conscientisation**

### *Le contexte socio-politique*

La naissance et les débuts de l'ASSÉ se font sous le signe d'une période de recrudescence de la contestation sociale. Depuis les années 1980, la mort d'importantes organisations d'extrême-gauche et la domestication du mouvement syndical avaient progressivement laissé les coudées franches à un discours patronal de plus en plus conservateur. La première moitié des années 1990 s'était écoulée au rythme de la question nationale, en route vers le référendum de 1995. Le mouvement contestataire qui prend forme à la fin de la décennie, aux assises incertaines, est d'un caractère nouveau. Il naît en réaction au programme agressif de la bourgeoisie à l'heure d'une nouvelle étape dans la construction de la mondialisation capitaliste. La mouvance anti (ou alter, selon le cas) mondialisation se dresse contre une course accélérée à la négociation d'accords de libéralisation des marchés des marchandises, mais surtout des capitaux et des services. En 1998, les négociations secrètes, à l'OCDE, d'un Accord multilatéral sur les investissements (AMI) sont éventées et échouent. On prend cependant alors la mesure des pouvoirs et des libertés que les gouvernements occidentaux cherchent à octroyer aux capitaux contre tout recours politique des peuples. Suivront une série de grandes rencontres internationales dans le cadre des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la Zone de libre échange des Amériques. Le sommet de l'OMC à Seattle en 1999 révèle incontestablement la nouvelle résistance populaire ; des milliers de personnes participent à une



manifestation extrêmement combative qui donne lieu à de dures affrontements avec la police ; l'événement fait époque. Le scénario se répètera dans différentes villes par la suite : Washington, Québec, Gênes, etc. D'autres rencontres au sommet comme celles du G8 et du G20 reproduisent les mêmes schémas dans des dimensions variables. La critique du néolibéralisme s'y alimente, mais le mouvement anti-mondialisation est également un important foyer de gestation d'une pensée anti-capitaliste pour une nouvelle génération d'activistes.

La première cohorte de militants et de militantes de l'ASSÉ baigne dans cet univers politique. La plupart respireront les gaz du Sommet des Amériques à Québec en avril 2001. Cette mouvance imprènera les deux premières années d'activités de l'ASSÉ. Par ailleurs, à l'échelle nationale, il faut souligner que le gouvernement péquiste en est alors à la deuxième moitié d'un second mandat. Sa politique en éducation ne connaîtra plus de coup d'éclat jusqu'à sa défaite aux mains des libéraux en 2003. Le mal est déjà fait. La période post-référendaire a été marquée par des coupures de près de 2 milliards \$ en éducation dans la poursuite du déficit zéro. En 2000, à l'occasion du SQJ, il a réinjecté des investissements publics sous conditions d'importantes contre-réformes à l'université et au collégial. À sa fondation, l'ASSÉ est aux prises avec l'application de ces contre-réformes qu'elle analyse à travers le prisme du contexte de la mondialisation capitaliste.

### *Discours et campagnes*

#### **La fondation**

L'hiver 2001 ne fera pas de l'ASSÉ le centre de la mobilisation. D'une part, les associations votantes au congrès de fondation doivent tenir un processus de consultation pour devenir membres fondateurs à part entière. Par ailleurs, des campagnes de mobilisation sont déjà en train et monopolisent toutes les énergies. Le boycott de la taxe à l'échec bat son plein sous la coordination malaisée du forum des associations étudiantes. Les préparatifs du Sommet des Amériques d'avril tiennent également toutes les forces militantes en haleine. Cette mobilisation sera d'ailleurs un vif succès de participation et à coup sûr une expérience marquante pour ceux et celles qui y étaient.

Néanmoins, le congrès de fondation adopte les thèmes qui domineront le discours de l'ASSÉ pour un peu plus de deux ans, soit la dénonciation de la «réforme Legault» (les résultats du SQJ et des politiques péquistes des années précédentes, rationalisation des programmes, financement conditionnel, «toute forme d'arrimage du système d'éducation aux lois du marché et du capital») et une opposition à la ZLÉA.

Le premier congrès annuel, tenu à Drummondville les 26 et 27 mai, entérine les affiliations des premières associations membres : Maisonneuve (Sogéecom), sociologie-UQAM (AESPC-UQAM), Ste-Foy (Les services collectifs inc.) et Drummondville (AGECD). Les associations de St-Laurent (AECSL) et de droit 2<sup>e</sup> cycle UQAM les rejoindront au congrès d'octobre suivant, puis celle de Sherbrooke (AECS) en décembre. La campagne d'affiliation au Vieux-Montréal a quant à elle échoué. Le premier congrès annuel met également sur pied l'organe d'information de l'ASSÉ, le journal *L'Ultimatum*, dont le premier numéro paraîtra en septembre 2001.

Ce congrès prend surtout des décisions déterminantes en matière de plan d'action. Et on voit large et loin. Essentiellement, on actualise les prises de position du congrès de fondation. D'une part, on jette les bases de la première campagne autonome de l'ASSÉ, qui occupera toute l'année suivante.

On adopte le principe d'une escalade des moyens de pression dirigée contre le «plan Legault» et les contre-réformes collégiales et universitaires qui devra culminer le 21 février 2002 par une manifestation nationale. D'autre part, on planifie également la suite de la mobilisation contre la ZLÉA. On anticipe à cet effet la participation à une journée de grève générale continentale, attendue pour 2003, suivit de trois autres jours en 2004, le tout débouchant, en janvier 2005 (date présumée de l'entrée en vigueur de l'accord), sur une grève générale illimitée continentale, rien de moins. Décidemment, le souvenir du Sommet des Amériques d'avril, avec ses allures de guerre civile, était frais à l'esprit des délégué-e-s.

### **L'assujettissement aux lois du marché**

En octobre, la campagne contre le plan Legault sera rebaptisée du slogan fameux «Contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché». Ce faisant, l'ASSÉ explicite clairement sa volonté de dépasser une compréhension étroite et à la pièce des politiques d'éducation, de les situer au contraire dans une analyse globale. Les «lois du marchés», voilà la clé qui donne une cohérence d'ensemble aux mutations multiformes que subissent aussi bien les cégeps que les universités, et qui permet de faire le pont avec les dynamiques internationales des accords de commerce et sur l'investissement, autrement dit avec la mondialisation capitaliste. Cela justifie l'existence de deux axes dans les projets de plan d'action de l'ASSÉ.

La mobilisation se met en marche, plus difficilement que prévu, mais tout de même. Dans le cadre d'une «semaine nationale d'actions locales», près d'une trentaine de personnes organisent une occupation des bureaux du ministère de l'Industrie et du Commerce (section placement étudiant) à Montréal le 22 novembre. Elle est très rapidement évincée à coups de généreux renforts de poivre. En fin décembre / début janvier, on publie la série de feuillets très appréciée des «Acadégamiques» dans lesquels l'ASSÉ détaille ses griefs à l'université envers les contrats de performance et la rationalisation des programmes, et au collégial envers les plans de réussite, l'habilitation, les attestations d'études collégiales et les réformes de Robillard à Legault. En vu de la manifestation, deux Ultimatum express «Contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marchés» sont aussi produits en novembre et en février. Le travail de conscientisation porte fruit puisque la manifestation de Québec du 21 février 2002, la première organisée par l'ASSÉ, est un franc succès avec près de 3000 participants et participantes malgré la pluie battante.

Après ce succès initial, la campagne s'essouffle. Les actions se précipitent alors que les forces de l'ASSÉ sont encore étroites et déjà très sollicitées par l'offensive de février. Trois semaines plus tard, le 14 mars, une nouvelle occupation s'organise à Montréal dans les bureaux de Communication Québec. Dès le 3 avril, une manifestation à Sorel-Tracy ne regroupe que quelques centaines de personnes. Elle est jumelée à une occupation des bureaux du nouveau ministre de l'éducation, Sylvain Simard, également à Sorel-Tracy. Entre temps, l'ASSÉ perd une campagne d'affiliation au cégep de cette ville faute d'y avoir consacré suffisamment d'énergie. Fin de la campagne contre «l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché».

### **La ZLÉA**

Le second congrès annuel, les 4 et 5 mai 2002 à La Pocatière, accueille trois nouveaux membres : les associations de l'université Concordia (CSU), du programme d'histoire à l'UQAM (AEMH-UQAM) et du cégep de La Pocatière. En matière de plan d'action, on confirme et on précise

la campagne contre la ZLÉA. La journée de grève / manifestation est prévue pour le 13 novembre suivant. Finalement, elle sera fixée au 31 octobre pour concorder avec un nouveau Sommet des Amériques tenu ce jour là à Quito en Équateur où des manifestations auront également lieu.

La nouvelle équipe élue à l'exécutif se voit confier deux mandats qui aideront grandement l'ASSÉ à se stabiliser. D'une part, elle aura à installer l'association dans son bureau nouvellement acquis, une armoire à balais coûteuse située en plein cœur du centre des affaires de Montréal. D'autre part, elle aura à faire l'embauche d'un ou une employé-e. Le poste sera confié à Valérie Soly, toujours en poste à l'heure d'écrire ces lignes, tout juste à temps pour le début de la session.

La campagne contre la ZLÉA est intitulée «Bas les masques, à bas la ZLÉA», slogan recyclé de l'époque du MDE. La manifestation devait être précédée d'un «grand décompte», période de trente jours théoriquement ponctuée d'actions et d'activités pour porter la mobilisation jusqu'à l'événement décisif du 31 octobre. Cette partie du plan d'action ne connaîtra pas un grand succès. Toutefois, le travail d'information s'effectue malgré tout grâce notamment à deux parutions de qualité de l'Ultimatum en septembre et octobre largement consacrées à la ZLÉA. En revanche, la série de feuillets d'information spécialement conçue pour la campagne fait partie des ratés ; elle est produite beaucoup trop tard pour être vraiment utile et l'essentiel n'en sera jamais distribué.

La campagne «Bas les masques» rallie très large au sein du mouvement étudiant. Inévitablement, cette donne oblige les fédérations étudiantes à se repositionner pour tâcher d'occuper une partie de l'espace politique créée à cette occasion. Elles ne peuvent cependant se rallier à un mot d'ordre aussi radical que l'opposition pure et simple à la ZLÉA. Elles tentent alors un détournement corporatiste de la campagne en cherchant à rallier une fraction du mouvement étudiant au mot d'ordre réaliste et responsable «Contre l'inclusion de l'éducation dans la ZLÉA». La confusion se dissipera le 5 octobre alors que l'association du Vieux-Montréal convoque une rencontre de l'ensemble du mouvement étudiant à propos de la campagne contre la ZLÉA. Même si son plan d'action est déjà adopté et ne peut changer à l'extérieur de ses propres instances, l'ASSÉ décide d'y assister pour participer au débat et peut-être rallier des associations indépendantes. De fait, la participation est massive (on ne verra pas d'aussi gros rassemblement avant la grève de 2005) et beaucoup d'associations collégiales indépendantes y sont représentées. Rapidement, il devient clair que la FEUQ est marginalisée et que le collégial n'endossera pas son mot d'ordre corporatiste, sauf peut-être quelques associations de la FECQ qui de toute façon se font discrètes. Or sans le collégial, la FEUQ perd l'appui des véritables forces mobilisatrices.

La manifestation du 31 octobre 2002 dans les rues de Montréal constituera le second grand succès de mobilisation de l'ASSÉ. 10 000 personnes marchent alors contre la ZLÉA. La campagne permet également l'adhésion d'une nouvelle association, celle de Lionel-Groulx (AGECLG), qu'on entérinera au congrès de février 2003.

## **Contre le privé**

En plus d'apporter les derniers préparatifs à la campagne contre la ZLÉA, le congrès des 28 et 29 septembre à Concordia avait commencé la planification du plan d'action qui devait suivre en hiver. Dans une variante du thème de «l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché» on décidait de tenir

une campagne contre l'entreprise privée sur les campus dans une perspective de réappropriation de l'espace public [tout en réitérant une] opposition à la présence de représentants et représentantes de l'entreprise privée sur

les instances des institutions d'enseignement de même qu'à toute forme de partenariat public-privé en matière de formation et de recherche<sup>[1]</sup>

Cette campagne, rebaptisé insolemment en février «à grands coups de botte le privé à la porte !», devait notamment en être une de désobéissance civile, autrement dit de sabotage contre les installations d'intérêts privés sur les campus. En parallèle, le thème de l'accessibilité refaisait surface dans une campagne simultanée. On devait organiser des journées d'étude sur les entraves à l'accessibilité pour occuper la fin de l'automne ; malheureusement, après le 31 octobre, le souffle n'y était plus. Par ailleurs, tous les plans ébauchés à l'automne 2002 seront remis en question quand l'impérialisme américain viendra brouiller les cartes.

### **La guerre en Irak**

Au congrès des 1<sup>er</sup> et 2 février 2003, à l'UQAM, l'ASSÉ planifie dans le détail son plan d'action contre le privé. Toutefois, la guerre en Irak fait déjà irruption à l'ordre du jour. À partir du Pentagone, la guerre contre le terrorisme bat son plein. L'Afghanistan est déjà sous contrôle de «l'axe du bien» et le gouvernement américain multiplie maintenant les acrobaties pour démontrer de façon irréfutable que l'Irak constitue une menace insupportable à la paix mondiale, qu'il faut lui faire la guerre. L'invasion est imminente. Le congrès de février résout d'appeler à la participation aux mobilisations contre la guerre, tout en poursuivant le plan d'action de l'ASSÉ. En fait, cette articulation s'avérera impraticable. La guerre en Irak drainera toute l'énergie disponible. La veille du camp de formation à Ste-Foy, le 28 février, on tient un congrès extraordinaire pour revoir l'ordre des priorités, mais la confusion règne et aucune solution n'émerge. Finalement, l'ASSÉ participe à quelques manifestations, assume la responsabilité d'en organiser une, mais sacrifie complètement son propre plan d'action contre les intérêts privés en éducation.

Après une session difficile, souvent déchirante et démobilisante, le troisième congrès annuel apporte heureusement, malgré tout, de bonnes nouvelles : les associations du cégep de Matane (AECM), du programme de science politique de l'UQAM (AEMSP-UQAM) et du programme de sociologie de l'UdeM (RÉÉSUM) joignent les rangs de l'ASSÉ. Les volontés du congrès s'en vont cependant dans plusieurs directions. Il est question de donner suite à la campagne contre la ZLÉA amorcée deux ans plus tôt. La présence de l'entreprise privée attire encore une fois l'attention, mais c'est spécifiquement la composition des conseils d'administration qui est alors ciblée. Enfin, une campagne sur le féminisme retient aussi la faveur du congrès ; elle devra s'étaler sur près d'un an.

### **Le féminisme**

Avant de faire le bilan, il faut souligner la place qu'a occupée le féminisme durant les premières années de l'ASSÉ aux côtés des autres préoccupations de l'organisation et des principaux axes de campagne. Dès le congrès de fondation, plusieurs mesures pro féministes sont institutionnalisées et intégrées au fonctionnement courant de l'association. Afin de favoriser la parité au sein des instances, on interdit aux délégations en congrès de compter plus de deux hommes ; une délégation complète devra donc être composée d'au moins un femme. Pour contenir la tendance des hommes à s'approprier la parole, on applique une alternance homme / femme dans les tours de parole. La pratique de tenir des caucus non mixtes (hommes / femmes) lors des congrès et des camps de formation s'instaure aussi durant cette période dans le but de désamorcer en partie certaines dynamiques de débat inégalitaires.

Le féminisme fait partie des objectifs de formation de l'ASSÉ depuis les tout débuts ; chaque camp de formation, depuis le premier tenu en octobre 2001, offrira son atelier sur le sujet. L'Ultimatum assume aussi une responsabilité dans la diffusion des principes féministes promues par l'ASSÉ en intégrant régulièrement une page «femmes». La thématique n'occupe pas une grande place dans les plans d'action. Néanmoins, il faut mentionner les invitations faites aux membres à participer aux activités du 8 mars de même que l'organisation d'une action féministe lors de la manifestation du 21 février 2002. Des militantes de l'ASSÉ dénoncent alors à coup de traits de rouge à lèvres l'image des femmes véhiculée par la publicité dans les vitrines d'une pharmacie.

### *Bilan de la période*

Les premières luttes au travers desquelles l'ASSÉ vient au monde portent sur des dynamiques globales sur lesquelles le mouvement étudiant a directement très peu d'emprise. D'autant moins qu'on ne parvient pas, dans la lutte contre la ZLÉA de l'automne 2002, à susciter une mobilisation populaire qui déborderait les cadres du seul mouvement étudiant. Si la mobilisation contre la guerre a été populaire avant d'être étudiante, il n'en était pas moins difficile de se fixer sur cet enjeu de véritables objectifs politiques. Avec la campagne contre « l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché », on s'attaque également à un phénomène global, la restructuration libérale de l'éducation, dont on dénonce les multiples visages. Ce faisant, si l'analyse d'ensemble est juste, on ne mène pas une lutte ciblée, on n'identifie pas d'objectifs précis et prioritaires. Il faut souligner également qu'on critique des faits largement accomplis, les résultats (à différents degrés de mise en application) des politiques d'un gouvernement péquiste en fin de règne. On se démène dans l'héritage de l'époque du MDE (les coupures du milieu des années 1990, le SQJ et les contre-réformes).

Au plan de la stratégie, cette période dénote une approche plutôt abstraite de la notion de rapport de force. En l'absence de priorités très bien définies, les objectifs et les résultats s'évaluent surtout par l'ampleur des mobilisations ; on a peu l'occasion de mesurer concrètement le rapport de force qu'on arrive à construire ou non face aux gouvernements et aux intérêts privés qu'ils représentent. Ainsi, sous des formes très activistes, la pratique en est d'abord une de conscientisation. Néanmoins, la période demeure très féconde pour l'ASSÉ. Dans un contexte international où l'effervescence de l'opposition aux grands sommets (ZLÉA, OMC, G8, G20) est contagieuse, la population étudiante du Québec répond avec enthousiasme aux appels à la mobilisation. L'ASSÉ accumule des forces et consolide son noyau de militants et de militantes alors que ceux et celles-ci se donnent une vision large et une compréhension des enjeux qui perce la surface des choses. Ce noyau s'exerce à développer ce dont l'ASSÉ se réclame dans ses buts et principes : «une perspective sociétale globale». Une grille d'analyse fait son chemin au sein d'une nouvelle génération du mouvement étudiant : les racines de nos problèmes quotidiens, notamment en éducation, se trouvent dans l'économie mondiale, plus précisément dans les rapports qui s'y construisent entre le capital et les populations.

### **Une deuxième phase : 2003-2004 et 2004-2005 / Virage syndicale pour l'accessibilité financière**

#### *Le contexte socio-politique*

Autant la période précédente a vu se développer une conscience aux dimensions internationales, autant des dynamiques beaucoup plus nationales retiendront l'attention à partir de l'été

2003. Ce virage est largement dû à l'élection, le 14 avril 2003, du Parti libéral à l'Assemblée nationale. C'est un gouvernement jeune et agressif dont l'ambition a été aiguisée par deux mandats sur les sièges de l'opposition. Les libéraux promettent 4 milliards \$ en baisse d'impôt pour le mandat mais surtout une vaste réforme structurelle poétiquement intitulée «réingénierie de l'État». Les garderies à 5 \$, le droit à la syndicalisation, les protections contre la sous-traitance, les tarifs d'électricité sont autant d'enjeux où le gouvernement Charest annonce rapidement qu'il a l'intention de se faire les dents. La renégociation des conventions collectives de la fonction publique s'annonce difficile à l'horizon. D'ailleurs le mouvement syndical, avec l'essentiel du mouvement communautaire, habitués à la concertation pratiquée par le Parti québécois, sont sous le choc d'un gouvernement unilatéral et beaucoup plus franchement patronal. Bien vite, on se plaint de «ne jamais avoir voté pour ça».

Avec la réingénierie de l'État du PLQ, le mouvement étudiant trouve une cible explicite pour lutter contre l'opérationnalisation concrète des dynamiques globales du capitalisme. Elle l'obligera par ailleurs rapidement à se mesurer à des attaques anti-sociales toutes fraîches dans le secteur de l'éducation.

[1] Procès-verbal du congrès des 28 et 29 septembre 2002 à Concordia.

## **Grève 2005 : Histoire et récupération**

Par Marie-Michèle Whitlock

Le mouvement étudiant est un milieu où les générations de militants et militantes se renouvellent rapidement. À tous les ans plusieurs quittent et plusieurs s'intègrent dans les associations étudiantes. C'est pour cette raison que la mémoire collective du mouvement est si précieuse et si fragile. L'article qui suit se propose d'entretenir cette mémoire en revenant sur une bataille encore récente, la grande grève générale du printemps 2005.

### **La grève de 2003, un échec éclairant**

Presque tout le Québec se souvient de la grève étudiante de 2005. On se souvient de plusieurs semaines de grève, de nombreuses personnes manifestant tous les jours dans les rues, du carré rouge, etc. Moins de gens se souviennent cependant de l'origine de cette grève, de ses revendications de base. Cette lutte a été pour l'ASSÉ le résultat de plusieurs années de mobilisation au sein du mouvement étudiant.

En 2003, l'ASSÉ a lancé le mot d'ordre d'une grève générale illimitée contre la hausse des frais au niveau collégial. Cet appel n'a pas été fructueux, pour plusieurs raisons, notamment par manque d'organisation, de mobilisation, mais aussi à cause de l'opportunisme des fédérations étudiantes. Durant l'été 2003, la FECQ sortait sa hache de guerre en criant au scandale dans les journaux. Dès la rentrée, toutefois, la FECQ invitait à son camp de formation le ministre du nouveau gouvernement libéral, Pierre Reid, et se déclarait prête à «donner sa chance au coureur»... chance qu'il a effectivement saisie en faisant adopter la funeste contre-réforme de l'AFE dans les mois suivants. L'ASSÉ a tenté de poursuivre l'appel à la grève, sans succès. Cet échec a cependant eu ses bienfaits en fournissant de précieuses leçons. Il a d'une part permis aux militants et militantes de constater l'ampleur de l'organisation nécessaire au déclenchement d'une grève. D'autre part, le travail de mobilisation de la population étudiante sur l'urgence de prendre le moyen de la grève pour défendre nos droits était loin d'être perdu.

C'est aussi depuis cette campagne que la gratuité scolaire s'est mise à prendre de plus en plus de place dans le discours de l'ASSÉ.

### **L'origine des revendications**

En pensant à la grève étudiante de 2005, l'expression qui sonne aux oreilles de la majorité de la population, c'est : « 103 millions \$ de coupure dans les bourses ». Pourtant, cette grève exigeait beaucoup plus que 103 millions \$ : ses objectifs allaient au-delà d'une question de chiffre et d'argent. Après assemblées générales, les associations membres de l'ASSÉ réunies en Congrès au mois de septembre 2004 avaient statué sur certaines revendications à envoyer au gouvernement sous forme d'ultimatum. Le lancement de cet ultimatum allait de pair avec le déclenchement de moyens de pression pour obtenir satisfaction à nos demandes. Cet ultimatum répondait aux attaques du gouvernement dans le système de l'aide financière aux études, mais exigeait aussi des améliorations à l'AFE. L'ASSÉ ne se contentait pas du simple statu quo, et c'est ce qui a fait sa force. L'ultimatum était également diffusé aux autres associations étudiantes, invitées à se positionner en assemblées générales sur les revendications et les moyens d'action. Plusieurs associations étudiantes ont répondu à l'appel. Le 23 octobre, date butoir de l'ultimatum, le gouvernement, lui, n'avait donné toujours aucune réponse...

Face à ce silence, une fois de plus réunie en Congrès à la fin octobre, l'ASSÉ poursuit sa campagne de mobilisation et lance un appel à la grève générale. Elle organise une première manifestation d'envergure le 19 novembre. Il est désormais évident que la grève est le seul moyen d'obtenir satisfaction.

Pour atteindre ses objectifs, l'ASSÉ a constaté la nécessité de regrouper d'autres forces aux siennes, de former une coalition. Mais une coalition doit s'entendre sur des bases communes sans lesquelles il n'y a aucune pertinence à s'unir. Les membres de l'ASSÉ et d'autres associations étudiantes avaient déjà décidé en assemblées générales que les revendications de l'ultimatum seraient les revendications de la grève. C'était plutôt logique, puisque cet ultimatum avait été envoyé au gouvernement, dans les médias et que la mobilisation de la population avait été faite sur ces bases depuis la fin septembre. Pourtant, sous le prétexte de réunir le plus de gens possible, l'ASSÉ a pris la décision en Congrès de diminuer sa plateforme de revendications. Plusieurs revendications ont alors été supprimées, tel que la demande de l'autonomie financière dès le départ du domicile familial, revendication qui améliorerait nettement le système de l'AFE.

### **L'ASSÉ planifie la grève; les fédérations étudiantes gardent le silence**

Pendant que l'ASSÉ planifiait un plan d'action allant vers la grève générale illimitée, que les membres de l'ASSÉ organisaient les assemblées générales et mobilisaient contre la réforme de l'AFE et pour la nécessité de faire la grève, les fédérations étudiantes étaient inactives et silencieuses. Elles préféraient représenter les étudiants et étudiantes dans les congrès du Parti libéral et au Sommet des générations, plutôt que d'être au coeur de l'organisation et de la mobilisation de la population étudiante.

L'ASSÉ a produit des journaux, organisé des tournées dans les cégeps et universités, a organisé des actions et a fait plusieurs réunions d'organisation pour débattre des modalités de déclenchement de la grève, des bases de la coalition, des relations avec les médias, etc. Pendant ce temps, les fédérations restaient toujours aussi silencieuses... Lorsque la grève fut déclenchée, le 24 février 2005, les fédérations déclaraient dans les médias que ce n'était toujours pas le temps et que la grève n'était pas envisagée. En fait, elles voulaient une fois de plus « donner sa chance au coureur », le nouveau ministre Fournier qui venait de remplacer Reid à l'Éducation. Lorsque le mouvement prit de l'ampleur et que

certaines membres des fédérations, en rupture avec leur organisation, furent aussi en grève, la FECQ et la FEUQ n'eurent pas le choix d'aller de l'avant dans la grève. La FECQ lança l'appel le 3 mars et la FEUQ suivit le 8... alors que déjà 70 000 étudiants et étudiantes faisaient la grève. C'est à cette seule condition qu'elles pouvaient espérer conserver le monopole de la représentation et la négociation avec le gouvernement en écartant la CASSÉE de ce rôle.

### **La CASSÉE, une réussite risquée!**

La coalition que l'ASSÉ a fondée était peut-être nécessaire lors de cette grève, mais chaque Congrès amena des risques de rupture entre ses membres. Les membres de la CASSÉE avaient comme point commun la plateforme de revendications, un moyen de pression, la grève, ainsi qu'une structure démocratique, c'est-à-dire que les assemblées générales étaient, pour cette coalition, la base du mouvement de grève. Ces trois conditions étaient essentielles pour que plusieurs associations étudiantes travaillent ensemble.

Les problèmes sont venus du fait que ces associations étudiantes n'adhéraient pas toutes au syndicalisme étudiant de combat comme l'ASSÉ le préconisait. Alors, lorsqu'il était question de moyens d'action, de mobilisation et de médias, les divergences au sein de la CASSÉE se faisaient sentir. À chaque semaine, soit à chaque Congrès, les débats sur les stratégies de négociation, des actions légitimes et des médias étaient très difficiles. Certaines associations étudiantes expérimentaient pour la première fois le syndicalisme de combat alors que d'autres avaient une culture syndicale datant de plusieurs années; des disparités bien difficiles à niveler en si peu de temps. C'est en partie ce qui explique que la grève, bien que plus longue et plus populeuse que toute autre, ne déploya que relativement peu de perturbations d'envergure.

### **Entente à rabais**

Le ministre fit une première offre le 15 mars 2005, trois semaines après le déclenchement de la grève par la CASSÉE. Cette offre était tellement peu généreuse que même les fédérations durent la rejeter. Dans les jours qui suivirent, au plus fort de la lutte, la FEUQ se montra néanmoins ouverte au compromis. Finalement, c'est le 1er avril que le gouvernement et les fédérations présentèrent une entente de principe qui prévoyait le remboursement des 103 millions \$ étalé sur quelques années. Au passage, des millions de dollars de bourses coupés depuis l'automne 2004 ne seraient pas remboursés. De plus, le reste de la réforme restait en vigueur. Bref, les fédérations se contentaient de moins que le statu quo. Même si cette offre réussit finalement à mettre un terme à la grève – après encore deux semaines de résistance – en semant la division et en sapant le moral de bien des grévistes, il faut souligner que plus de 110 000 étudiants et étudiantes se sont prononcé-e-s pour le rejet l'offre. Une « victoire » bien amère pour les fédérations étudiantes.

Depuis le printemps 2005, les fédérations étudiantes n'ont cessé de payer le prix de ce sabotage du rapport de force spectaculaire construit par plus de 185 000 grévistes pendant des semaines. Pendant que la FEUQ connaissait la division et les désaffiliations massives, que la FECQ était frappée d'inertie, l'ASSÉ au contraire a vu gonfler ses rangs et accroître son rayonnement. Il reste maintenant à savoir si le pôle combatif du mouvement étudiant pourra se préparer, mieux que ne l'était la CASSÉE en 2005, à poursuivre jusqu'au bout la lutte pour ses propres revendications et contrer les tentatives de récupération et de sabotage qui ne manqueront pas d'être rééditées.



## **Atelier conjoncture politique et économique actuelle et à venir**

Alors que les finances de l'État dégringolent, que les entreprises font la pluie et le beau temps, et que les services publics et programmes sociaux sont progressivement asphyxiés; l'État néolibéral adopte les mêmes solutions qui ont causé le problème : privatiser davantage, ouvrir à la sous-traitance, mettre en place des PPP, proposer des augmentations de frais aux utilisateurs et utilisatrices, etc.

Selon l'approche de la nouvelle gestion publique (*new public management*) toutes les spécificités des services publics sont éliminées pour les réduire aux mêmes variables qu'une marchandise quelconque et l'éducation ne fait pas exception.

Comment et pourquoi en sommes-nous arrivé-e-s là? Quels sont les fondements et lacunes de cette approche? Voici un aperçu des questions dont nous discuterons lors de cette conférence; dans un contexte où les contrecoups de la récession et où la décentralisation du réseau collégial menacent davantage les acquis des luttes passées et où une réponse organisée et réfléchie s'avère nécessaire.

### **Introduction au féminisme**

Sources : <http://www.rebelles.org/fr/outils>

*Quelques points de repère pour les participantes de « Toujours RebELLEs »*

**Ce court texte vise à alimenter nos discussions dans nos milieux. Il peut servir de base pour aider à l'animation de groupes de discussions composés de femmes qui désirent s'initier au féminisme.**

Le féminisme est souvent dépeint dans notre société et par les médias de masse comme un mouvement dépassé, composé de femmes frustrées, haïssant les hommes, brûlant leurs brassières, etc. Mais qu'en est-il réellement ? De façon très partielle, ce texte proposera quelques points de repères pour situer le féminisme et tentera d'en démystifier certains aspects.

#### **Qu'est-ce que le féminisme ?**

Nous ne proposerons pas ici une définition du féminisme, et encore moins « la » définition du féminisme. Plutôt, nous rassemblerons quelques traits caractéristiques qui permettent de mieux comprendre ce mouvement et ses idées maîtresses.

Pour plusieurs, le féministe est d'abord une prise de conscience individuelle, puis collective, suivie d'une révolte contre l'arrangement des rapports de sexe et la position subordonnée que les femmes occupent dans la vaste majorité des sociétés. Il s'agit aussi d'une lutte

pour changer ces rapports et cette situation<sup>1</sup>. La plupart des féministes s'entendent pour dire que la cause de cette inégalité entre hommes et femmes se situe dans le système patriarcal (voir encadré « patriarcat » plus bas), que le féminisme tente par conséquent d'abolir.

Les luttes féministes s'attardent à<sup>2</sup> :

- ◆ la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre le patriarcat;
- ◆ la promotion de la solidarité et de l'égalité entre les femmes elles-mêmes, c'est-à-dire la lutte contre tous les systèmes d'oppression et d'exploitation (classisme, colonialisme, racisme, hétérosexisme, etc);
- ◆ la recherche de liberté et de l'émancipation des femmes, qui donne aux mouvements féministes une grande force de mobilisation et de transformation;
- ◆ le refus des binarités (enfermer les hommes et les femmes dans des rôles sociaux distincts en valorisant les « qualités » associées au masculin) et les questionnements liés à la construction sociale des genres et des sexes;
- ◆ la lutte pour une plus grande justice sociale<sup>3</sup>
- ◆ la promotion et la défense des droits des femmes;
- ◆ la fin de l'oppression et des discriminations envers les femmes et la construction de nouveaux rapports sociaux.

---

<sup>1</sup>Inspiré de : Toupin, Louise, *Les courants de pensée féministe*, [http://netfemmes.cdeacf.ca/documents/courants\\_01.html](http://netfemmes.cdeacf.ca/documents/courants_01.html).

<sup>2</sup> Certains des éléments de cette liste s'inspirent de : « *Le féminisme c'est...* » brochure faite par la Table des groupes de femmes de Montréal, Montréal, 2008.

## Qu'est-ce que le patriarcat?

Le patriarcat « désigne une formation sociale où les hommes détiennent le pouvoir, ou encore plus simplement : le pouvoir des hommes. » (Delphy, dictionnaire critique du féminisme, 2000, p. 141)

Le patriarcat, c'est un système de domination des hommes sur les femmes qui se manifeste aussi bien dans la sphère publique (ex: le monde du travail) que dans la sphère privée (ex: le couple et la famille). Il peut être considéré comme un ensemble des structures formelles ou informelles et des personnes ayant autorité dans ces structures qui concourent à l'oppression spécifique des femmes.

Le patriarcat opprime et exploite les femmes en leur enlevant du pouvoir sur leurs conditions de vie ou de travail. Si on regarde vite les rapports de pouvoir dans notre société, on voit bien que ce type de domination et d'oppression perdure encore aujourd'hui, malgré l'adoption de lois condamnant certaines de ses manifestations les plus flagrantes ou proclamant l'égalité des deux sexes. Tous les jours, des femmes sont aux prises avec des situations où elles sont marginalisées, discriminées, violentées et parfois mêmes tuées par des hommes en tant que femmes pour diverses raisons. L'oppression patriarcale se manifeste aussi de façon moins « brutale » dans bien d'autres situations de la vie courante. Dans l'imaginaire populaire, le travail des femmes n'a toujours pas la même valeur que celui des hommes: les tâches domestiques continuent d'être l'apanage des femmes, les femmes continuent d'occuper la majorité des emplois au salaire minimum et des emplois à temps partiel (respectivement 61% et 68% d'entre eux). Et ce ne sont que quelques exemples...

L'utilisation du terme « patriarcat » par les féministes et les pro-féministes rappelle que la place qu'occupe les hommes et les femmes dans la société n'est pas le fruit d'un quelconque déterminisme biologique ou d'un ordre naturel. Au contraire, la hiérarchie entre les sexes est une construction sociale et les théories naturalistes et biologisantes servent depuis déjà trop longtemps de justification à l'infériorité des femmes.

Le féminisme est donc une manière d'être, de voir et d'agir. Cette vision globale de soi et du monde enclenche un processus de transformation individuelle et collective. Autrement dit, c'est une prise de conscience menant à l'action.<sup>3</sup>

Le féminisme est créé et principalement porté par des femmes. Plusieurs hommes sont proféministes, mais le leadership des mouvements féministes est assumé par des femmes. Le rôle des hommes proféministes consiste alors à soutenir et à appuyer activement les luttes féministes, à poser des gestes concrets pour lutter contre les comportements machistes des hommes, y compris les leurs, et non pas à chercher à acquérir des positions d'influence et de pouvoir dans les mouvements féministes ou à être inclus à tout prix dans les espaces non-mixtes.

Si les féministes s'entendent généralement sur ces bases communes, elles n'ont pas toutes

---

<sup>3</sup> « *Le féminisme c'est...* » brochure faite par la Table des groupes de femmes de Montréal, Montréal, 2008.

la même compréhension des causes des inégalités et des solutions à leur apporter. Comment expliquer la place subordonnée des femmes dans les différentes sociétés? Comment changer ces situations? Les réponses à ces questions ne sont pas les mêmes selon les différents courants de pensée féministe (voir plus bas).

## **Petit regard historique**

### ***La position sociale des femmes et les victoires féministes***

Historiquement, dans la plupart des sociétés, les femmes ont été généralement exclues de nombreuses sphères (politique, économique, scientifique, etc.). Elles étaient principalement responsables de la gouvernance du foyer, de son entretien et de l'éducation des enfants. Elles étaient à la charge de leur époux après avoir été à celle de leurs parents, selon l'idéologie patriarcale.

Dans les faits, on doit beaucoup au féminisme qui est considéré comme un des grands mouvements sociaux du XXe siècle. De nombreux changements sociaux, dont l'attribution du droit de vote aux femmes, une certaine transformation (encore bien incomplète) des rôles traditionnels des hommes et des femmes, une remise en question de la suprématie masculine dans la famille, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, une réduction de l'écart entre les revenus des hommes et des femmes, des lois permettant l'avortement libre et gratuit dans certains pays, le droit au divorce et à l'union civile (non-religieuse), découlent directement de luttes féministes. Même si ces avancées ont bel et bien eu lieu et que nous en bénéficions chaque jour, nous sommes encore bien loin d'avoir atteint les conditions d'une réelle égalité et certaines d'entre-elles sont menacées, notamment au Canada, par les politiques conservatrices et la droite économique et morale qui les soutient. Nous ne sommes donc pas à l'abri de reculs dans ces domaines. Les luttes féministes ne sont jamais des luttes totalement terminées...

### ***Le féminisme fait des vagues...***

Bien qu'il y ait eu de tout temps des femmes luttant contre la domination masculine, le féminisme est général classé en trois vagues associées à des périodes historiques.

La **première vague** féministe s'étale des années 1870 à 1930 et est associée au mouvement des suffragettes. Parmi les luttes menées, les femmes ont obtenu le droit de vote (1918 au Canada), le droit d'occuper des fonctions politiques et la reconnaissance de leur statut de « personne » à part entière devant la loi.

La **deuxième vague** est liée au mouvement de libération des femmes des années 1960 au milieu des années 1990. Ce mouvement a permis aux femmes d'obtenir la reconnaissance de l'égalité entre les sexes par la Charte canadienne des droits et libertés, l'accès aux postes supérieurs dans le milieu des affaires et en politique, le choix d'avoir ou non des enfants, d'obtenir de meilleurs salaires, une meilleure protection et de meilleures ressources contre la violence conjugale, l'accès à des services de garde pour les enfants, etc., pour ne nommer que ces avancées.

La **troisième vague** féministe est plutôt complexe à définir étant donné que nous sommes en ce moment même en train d'écrire son histoire. En fait, plusieurs militantes sont divisées quant à son existence même. La succession des générations et la diversification du mouvement féministe signifie-t-elle pour autant une rupture avec les luttes passées, dont plusieurs se poursuivent encore aujourd'hui ? Il est certain que depuis les années 1970, les théories féministes se sont enrichies et nuancées et que le mouvement féministe aborde de nouveaux enjeux et mène de nouvelles luttes (ex: lutte contre le racisme, lutte contre les discriminations envers les femmes vivant avec un handicap). Malgré les débats qui persistent au sujet de la troisième vague, nous pouvons tout de même énumérer quelques caractéristiques que plusieurs lui attribuent: la forte présence de l'art en tant qu'outil de revendication et d'action, l'impératif de l'inclusion de toute la diversité des femmes, la décentralisation et l'autogestion.

### **Différents courants de pensée féministe**

Il n'y a pas de théorie générale du féminisme. Il y a plutôt des courants théoriques divers qui le façonnent. Ceux-ci cherchent à comprendre pourquoi et comment les femmes occupent une position subordonnée dans la société et tentent de trouver des pistes de solution pour y mettre fin. Sans prétendre présenter une typologie exhaustive des courants de pensée féministes, nous identifions 10 courants majeurs et leurs idées principales.

- **Le féminisme libéral ou égalitariste** (appelé aussi « réformiste ») prône l'égalité complète entre les hommes et les femmes. Cette **égalité** cherche à neutraliser les différences à tous les niveaux. Le sexe masculin ou féminin n'est donc plus un considéré comme un trait naturel qui détermine les capacités de chacunE. Le marché du travail est dans ce courant la principale sphère où les femmes pourront d'abord atteindre l'égalité. La liberté individuelle et l'égalité sont deux de ses principaux axes de lutte.
- **Le féminisme radical** pose les femmes en tant que classe politique dominée par la classe des hommes et définit les rapports de sexe comme des rapports de pouvoir. Ce courant est axé sur le système patriarcal en tant que source première et principale de l'oppression vécue par les femmes. L'expression première du patriarcat se manifeste par le contrôle du corps des femmes, notamment par le contrôle de la maternité et de la sexualité des femmes. Le lieu où le patriarcat s'exprime se situe d'abord dans la famille et dans le domaine de la reproduction, mais aussi dans toute la société et à tous les niveaux (politique, économique, juridique), de même que dans les représentations sociales. Le patriarcat est conçu comme un système social, un système social des sexes ayant créé deux cultures distinctes : la culture masculine dominante, et la culture féminine dominée. Ce courant a été nommé radical par ce qu'il souhaite **s'attaquer à la racine de l'oppression, soit le patriarcat**.
- **Le féminisme de tradition marxiste** avance que c'est l'organisation économique des sociétés, **le capitalisme, qui engendre l'exploitation des deux sexes**. Le système économique, duquel découle la division sexuelle du travail, fait aussi en sorte que les femmes sont dominées par les hommes puisque ce sont eux qui participent à la production sociale tandis que les femmes accomplissent les tâches domestiques et maternelles sans être rémunérées, associées à la reproduction.

- **Le féminisme matérialiste** est né de l'*amalgame des courants marxiste et radical*. Il critique l'explication féministe marxiste selon laquelle le capitalisme engendre le patriarcat et explique à lui seul l'oppression des femmes. Selon les matérialistes, le patriarcat existait bien avant le capitalisme. D'autres facteurs, comme les rapports de sexes, doivent donc être pris en compte. Les féministes matérialistes considèrent que c'est en observant et analysant les faits sociaux que nous pouvons expliquer la domination des hommes sur les femmes.
  
- **Le féminisme Noir et le féminisme post-colonial** se préoccupent particulièrement des revendications des femmes non-blanches et de la représentation de celles-ci au sein des groupes féministes. Ces courants ont amené les *notions de lutte contre le racisme et de lutte contre le colonialisme et leur inclusion dans l'analyse féministe*. Ils ont aussi montré que l'oppression des femmes ne peut être totalement comprise si l'on ne tient pas compte simultanément de la discrimination basée sur la classe, l'orientation sexuelle, le sexe et l'origine culturelle et ethnique.
  
- **Le féminisme de la différence** (aussi appelé culturel ou gynocentriste) explique la domination des femmes par le système patriarcal, qui se manifeste par le contrôle du corps des femmes par les hommes. Le courant de la différence se fonde sur une *définition de la femme liée à son essence* construite à travers l'expérience de son corps et de la maternité. Une identité et une force femme doit être mise de l'avant. En ce sens, la vision des femmes et de la féminité comme caractéristiques de ce courant sont donc différentes des conceptions radicales selon lesquelles les différences de sexe sont des construits sociaux.
  
- **Le féminisme lesbien** se préoccupe particulièrement de la défense des droits des lesbiennes et de l'inclusion de celles-ci au sein du mouvement féministe. Il a démontré comment les lesbiennes sont à la fois dominées sur la base de leur sexe, mais aussi de leur orientation sexuelle. Ce courant a apporté une contribution majeure au féminisme en mettant en lumière le fait que la société est hétérosexiste, soit qu'elle impose une *contrainte à l'hétérosexualité*, comme si l'orientation hétérosexuelle était supérieure et universelle.
  
- **Le féminisme écologiste ou l'écoféminisme** s'intéresse aux conditions de vie des femmes et à la préservation des ressources naturelles et de la faune. Cette combinaison des préoccupations concernant les femmes et l'environnement est née du constat de certaines féministes et environnementalistes selon lequel *les systèmes patriarcal et capitaliste sont responsables de l'oppression des femmes et de la destruction de l'environnement naturel*. On considère qu'il existe des liens directs entre la violence patriarcale contre les femmes et la violence contre la nature et les peuples. On voit des liens directs entre l'agression industrielle et militaire contre l'environnement et l'agression physique contre le corps des femmes. Certaines établissent des liens entre la violence des guerres et des destructions environnementales et la violence du viol<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Toupin, Louise, *Les courants de pensée féministe*, [http://netfemmes.cdeacf.ca/documents/courants\\_03.html](http://netfemmes.cdeacf.ca/documents/courants_03.html).

- **Le courant féministe anarchiste ou l'anarcafémisme** souhaite *éliminer la hiérarchie et les rapports de pouvoir* et de domination qui existent entre tous les êtres humains. Selon ce courant de pensée, la subordination des femmes provient tant des institutions familiales, des rapports de sexe que du contrôle de l'État. Ainsi, la libération des femmes ne doit pas se faire par l'accès aux positions de pouvoir liées au capitalisme ou à l'État.<sup>5</sup>
- **Le féminisme dit « postmoderne »** est multiple. Par conséquent, les définitions que les auteures en donnent ne font pas l'unanimité. Nous pouvons généralement affirmer, cependant, que le féminisme postmoderne est porteur d'un discours qui remet en question et *déconstruit les pratiques, les modèles et les normes sociales établies, dont les identités de genre*. Pour les féministes postmodernistes, la façon dont la société perçoit le sexe (femelle/mâle), le genre (féminin/masculin) et la sexualité (hétérosexualité/homosexualité) n'est autre que le fruit de constructions sociales qu'il est désormais nécessaire de déconstruire pour faire place à la création d'identités variées.

### **Quelques mots en guise d'appel à l'action...**

Le système qui régit les rapports de sexe – le patriarcat - se transforme, s'adapte et prend différents visages dépendamment du territoire (ou du pays) et de la période historique. Le patriarcat de nos grands-mères n'est évidemment pas le même que le nôtre, et ce, grâce au mouvement féministe – autant qu'à l'ensemble des changements qui ont affecté la société dans les dernières décennies! La subordination, la discrimination, l'exploitation, et l'oppression caractérisent la place que la société nous accorde en tant que femmes. Nous refusons cette situation, et nous sommes solidaires! **Tant que des femmes seront encore opprimées ou exploitées, par ce qu'elles sont des femmes, à cause de la couleur de leur peau, de leur identité ou orientation sexuelle, à cause de leur condition physique ou toute autre caractéristique, nous serons en lutte!**

Les obstacles et les résistances que nous rencontrons quand nous essayons de changer les choses nous rappellent que le système ne se transformera pas tout seul. Si nous ne luttons pas pour notre propre émancipation, personne ne le fera. La lutte des femmes doit être menée par les femmes elles-mêmes. **Il faut s'unir car ensemble nous sommes plus fortes!**

Le Comité organisateur de « Toujours RebELLEs »

---

<sup>5</sup> *Le féminisme, ça clique, Relais-Femmes, <http://www.relais-femmes.qc.ca/FADAFEM/index.html>, page consultée le 11/07/2008*